

IMPOSITION DES GÉANTS DU WEB : DÉFIS AU CANADA

Jean-Pierre Vidal
CPA, CA, Ph. D.
Professeur titulaire
HEC Montréal

PRÉCIS

Au Canada, l'opinion publique ne comprend pas toujours pourquoi les choses n'avancent pas plus vite en matière d'imposition des géants du Web. Plusieurs observateurs réclament des mesures unilatérales. À certains égards, cette voie peut sembler plus facile. Les mesures unilatérales n'ont pourtant pas que des avantages, surtout si plusieurs autres pays font la même chose et que les États-Unis s'y opposent. Il ne faut pas oublier que si les géants du Web payaient un impôt plus élevé à l'extérieur des États-Unis, l'impôt qu'ils verseraient au gouvernement des États-Unis diminuerait. À un extrême se trouvent les mesures unilatérales, à l'autre extrême se trouvent les mesures multilatérales. Ces dernières ne sont jamais la voie la plus facile, comme en témoigne la réflexion en ce sens qui est commencée depuis environ 25 ans au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Avant la crise provoquée par la COVID-19, cette organisation avait prévu qu'une entente serait conclue d'ici à la fin de 2020. Il faudrait de la patience à un moment où l'opinion publique ne comprend pas pourquoi la question de l'imposition des géants du Web n'est pas réglée depuis longtemps. Il est donc utile de montrer, dans ce texte, que les solutions ne sont pas simples. Les défis sont nombreux et difficiles à relever.

ABSTRACT

Public opinion in Canada does not always understand why things are not moving faster when it comes to taxing web giants. Several observers are calling for unilateral measures. In some ways, this path may seem easier. However, unilateral measures do not only have advantages, especially if several other countries do the same thing and the United States government opposes it. It is important to remember that if the web giants had to pay higher taxes outside the United States, the tax they would pay to the United States government would go down. At one extreme are unilateral measures, at the other extreme are multilateral measures. The latter are never the easiest way, as evidenced by the reflection on this which has been started for about 25 years in the Organization for Economic Co-operation and Development. Before the COVID-19 crisis, this organization had planned for an agreement to be reached by the end of 2020. It would take patience at a time when public opinion does not understand why the question of taxation of web giants has not been resolved for a long time. It is therefore useful to show in this text that the solutions are not simple. The challenges are many and difficult to meet.

Merci de citer cet article comme suit :

Jean-Pierre VIDAL, « Imposition des géants du Web : défis au Canada », (2020), vol. 40, n° 2 *Revue de planification fiscale et financière* 215-250.